



## Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique, Développement Durable, Environnement, Biodiversité, Technologies Vertes,	Energie, Climat, Transports, Infrastructures, Risques Naturels, Risques Technologiques, Equipement, Logement,	Urbanisme, Aménagement du Territoire, Solidarité entre les Territoires, Renouvellement Urbain, Mer
---	---	--

## Commission Paritaire de Pilotage et de Suivi

Paris, le 8 octobre 2025

### COMMUNIQUE CPPS DU 3 OCTOBRE

Pendant que nous assistons au triste spectacle de nos institutions, l'Administration pompe l'argent des personnels pour financer la start-up Alan.

Le dispositif de protection sociale complémentaire était mal conçu dès le départ. La prise en charge de 50 % de la cotisation des actifs par l'administration masquait l'absence de solidarité réelle envers les ayants droit. Résultat : les familles payent plus cher qu'avant.

Mais sur ce point précis, plutôt que de corriger les défauts structurels du dispositif, l'administration cherche désormais à puiser dans les fonds sociaux — pourtant financés exclusivement par les agents — pour équilibrer le montage.

La presse s'était déjà fait l'écho de la stratégie d'Alan pour décrocher le marché santé : une offre volontairement surévaluée sur la base et des prix cassés sur les options, afin d'utiliser à plein le système de cotation de l'appel d'offres et l'emporter tout en n'étant pas, loin de là, le moins disant.

Un an après, les chiffres montrent que l'opérateur dégage une marge exceptionnelle sur la couverture de base qui compense très largement ses pertes sur les options. Excédants qui permettent à Alan de présenter à ses actionnaires des comptes on ne peut plus rassurants.

Mais plutôt que d'acter cet excédent global l'administration choisit d'aller encore plus loin en offrant à Alan de faire payer le déficit de la partie options aux agents.

Les représentants du personnel s'y sont unanimement opposés mais l'administration, malgré l'absence de vote majoritaire et sans qu'aucune discussion supplémentaire n'ait eu lieu a décidé unilatéralement d'augmenter les cotisations des options de 14%.

**À l'heure où le pays navigue sans gouvernement, l'administration poursuit son agenda d'austérité : faire toujours payer l'addition aux personnels !**